

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Présents : 44
Excusés : 15
Absents : 20
Nombre de membres en exercice : 79

REUNION DU 13 FEVRIER 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI TREIZE FEVRIER à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SEPT FEVRIER DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BLANCHET Stéphane, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme JAOUANI Amel, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MARQUES Paulo, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. VAZ Micaël,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MISSOUR Sabrina, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme LAGNEAU Muriel, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. MORIN Sébastien, M. BELOUCHAT Rachid, Mme FAOUZI Hanane, M. CARRE Julien, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme LEFEVRE Bénédicte,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. HAN Bo, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Abdelouaheb CHERIGUENE

DELIBERATION N°16 – URBANISME – VILLEPINTE – MODIFICATION N°1 DU PLU DE VILLEPINTE - OBJECTIFS POURSUIVIS ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Martine VALLETON,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1, L.153-45 à L.153-48 et R.153-20 et R.153-21 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu la loi d'Accélération et de simplification de l'action publique (dite loi « ASAP ») du 7 décembre 2020, qui modifie notamment l'article L.103-2 et impose que toute procédure de modification du PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le Plan local d'urbanisme de Villepinte approuvé par la délibération n°150 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 18 décembre 2017 ;

Vu la décision n°IDF-2021-6529 du 22 septembre 2021 de la MRAe portant obligation de réaliser une évaluation environnementale de la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Villepinte (93) après examen au cas par cas ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20230213-16-13-02-2023-DE
Date de télétransmission : 23/02/2023
Date de réception préfecture : 23/02/2023

Considérant qu'il apparaît nécessaire de modifier certaines dispositions contenues dans le PLU afin de pouvoir accompagner le projet agroécologique du conseil départemental sur le secteur du Puits d'enfer au sein du Parc du Sausset,

Considérant que ce projet consiste en la création d'une filière agricole biologique locale comprenant une production maraîchère ainsi qu'une production de semences et de plants labellisés Végétal Local et qu'il prend en considération les enjeux du développement durable,

Considérant que dans le PLU villepintois le Parc départemental du Sausset classé Natura 2000 est classé en zone N et que le règlement de cette zone ne permet pas l'activité agroécologique et donc les constructions et aménagement en lien avec cette utilisation du sol,

Considérant le projet de modification a donc pour objet d'autoriser l'activité agroécologique dans le secteur géographique du Puits d'enfer par la création d'un sous-secteur géographiquement délimité sur le plan de zonage du PLU et dans lequel seront autorisés les constructions et aménagements nécessaires au projet agroécologique,

Considérant que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification simplifiée telle que codifiée par le code de l'urbanisme ;

Considérant que la décision de la MRAe porte obligation de réaliser une évaluation environnementale et que, conformément notamment à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, il doit donc être menée une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Considérant qu'il appartient au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

Considérant qu'au terme de la concertation, conformément à l'article L.103-6, celle-ci fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire et joint au dossier de mise à disposition du public organisée ultérieurement.

Après avoir délibéré,

- **Approuve** les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation organisée dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du PLU de Villepinte, en application des dispositions des articles L.103-2 et L.103-3 du code de l'urbanisme, définis ci-dessous.

- Les objectifs poursuivis visent à :
 - Présenter le projet de modification du PLU et sensibiliser aux évolutions proposées les habitants, les associations locales et toutes autres personnes concernées ;
 - Permettre au public de s'exprimer et ainsi d'enrichir le projet ;
- Les modalités de la concertation sont les suivantes :
 - Il sera procédé à une concertation du public sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Villepinte du lundi 3 avril 2023 au vendredi 12 mai 2023.
 - Le dossier de concertation sera mis à la disposition du public durant cette période, sur support papier :
 - Au service de l'Urbanisme de la mairie de Villepinte, situé 16-32, avenue Paul Vaillant - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - Au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - Le dossier de concertation sera également accessible en ligne durant cette période depuis les sites internet :
 - de la ville de Villepinte : <https://ville-villepinte.fr/>
 - de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol : www.paristerresdenvol.fr
 - du site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/concertation-ms1-plu-villepinte>
 - Un registre permettant à chacun de déposer ses observations et propositions sera mis à disposition pendant cette période :
 - En version papier, au service de l'Urbanisme de la mairie de Villepinte, situé 16-32, avenue Paul Vaillant - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - En version papier, au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - En version numérique, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/concertation-ms1-plu-villepinte>

Chacun pourra également faire part de ses observations et propositions grâce à l'adresse e-mail dédiée suivante : concertation-ms1-plu-villepinte@mail.registre-numerique.fr

- Un poste informatique sera mis à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la mairie de Villepinte, situé 16-32, avenue Paul Vaillant - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.

- À compter de l'ouverture de la concertation, des renseignements sur le dossier peuvent être demandés et des questions sur le projet peuvent être adressées auprès du service de l'Urbanisme de la mairie de Villepinte, situé 16-32, avenue Paul Vaillant - 93420 Villepinte ou à l'adresse e-mail dédiée : concertation-ms1-plu-villepinte@mail.registre-numerique.fr

- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Villepinte et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cette affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.
- **Précise** qu'à l'issue du délai de concertation prévu à l'article 1 ci-dessus, celle-ci fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol. Le bilan de la concertation sera joint au dossier de mise à disposition du public préalable à l'approbation du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Villepinte.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Adopté à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA

